

RCS : VIENNE  
Code greffe : 3802

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de VIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00964  
Numéro SIREN : 852 304 500  
Nom ou dénomination : 2AB PARTICIPATION

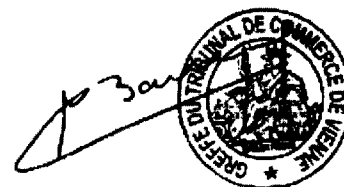
Ce dépôt a été enregistré le 10/07/2019 sous le numéro de dépôt A2019/003997



690439

**Dénomination :** 2AB PARTICIIPATION  
**Adresse :** ZA du Buclas 300 route Des Anciennes Carrières 38490  
Saint-ondras -FRANCE-  
**n° de gestion :** 2019B00964  
**n° d'identification :** 852 304 500  
**n° de dépôt :** A2019/003997  
**Date du dépôt :** 10/07/2019

**Pièce :** Attestation de dépôt des fonds et liste des  
souscripteurs



690439



**CREDIT AGRICOLE  
CENTRE-EST**

**EA-VALS DU DAUPHINE  
PLACE DU 8 MAI 1945  
38110 LA TOUR DU PIN  
Tél. :  
Fax :**

V / réf.: 04150534785  
N / réf.: CORINE MODDE

## **Attestation de dépôt**

**pour constitution de capital social**  
(Articles L225-5 et R225-6 du code de commerce)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est dont le siège social est sis à : 1, rue Pierre de Truchis de Lays 69541 Champagne au Mont d'Or cedex atteste

qu'il a été déposé le 26/06/2019 par Mr Vieux-melchior Baptiste, Mr Collomb Alexandre fondateur - conformément à la réglementation en vigueur -

- Au compte spécial bloqué n° 04150534785  
ouvert au nom de la Société en formation, dénommée 2 AB participation  
au capital de 646 000,00 EUR  
sans appel public à l'épargne  
dont le siège social est établi à St Ondras 38490  
la somme de 156 000,00 EUR représentant la partie libérée soit : 24,15 % du capital social
  
- Une liste comportant les membres fondateurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux (ci-après annexée).

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à LA TOUR DU PIN, le 26 Juin 2019

JACQUELINE PAVIET  
Directeur de l'agence



CREDIT AGRICOLE  
CENTRE-EST

### Liste des fondateurs

Société : 2 AB participation

Compte n° 04150534785

#### Liste des personnes physiques

Nom	Date de naissance	Montant versé en €
Mr Vieux-melchior Baptiste	26/05/1983	6 000,00
Mr Collomb Alexandre	27/05/1987	150 000,00

#### Liste des sociétés

Raison sociale	Numéro SIREN	Montant versé en €
		0

JACQUELINE PAVIET  
Directeur de l'agence

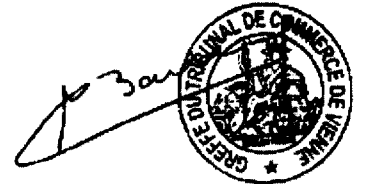

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **VIENNE**



690438

**Dénomination :** 2AB PARTICIIPATION  
**Adresse :** ZA du Buclas 300 route Des Anciennes Carrières 38490  
Saint-ondras -FRANCE-  
**n° de gestion :** 2019B00964  
**n° d'identification :** 852 304 500  
**n° de dépôt :** A2019/003997  
**Date du dépôt :** 10/07/2019

**Pièce :** Rapport du commissaire aux apports



690438

Philippe BONNEPART  
Philippe JACQUEMET  
Arnaud MALIVOIRE  
Bruno MALIVOIRE  
Franck ROSSI  
Bruno RUSCON  
Patrick VELAY  
Jérôme VERSET

EXPERTS-COMPTABLES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES

2 AB PARTICIPATION  
Société en cours de formation  
ZA du Buclas  
300, route des Anciennes Carrières  
38490 SAINT ONDRAS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS  
SUR LA VALEUR DES APPORTS  
DEVANT ETRE EFFECTUES A LA SOCIETE  
« 2 AB PARTICIPATION »**

\*\*\*\*\*

Aux Associés,

En exécution de la mission, qui nous été confiée par décision des futurs associés de la société en cours de formation **2AB Participation** en date du 25 juin 2019, concernant l'apport en nature des titres de la société VMC BOIS devant être effectué par Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR dans le cadre de la constitution de cette société, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L. 223-9 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet des statuts constitutifs. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports
3. Synthèse – points clés
4. Conclusion

## **1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT**

### **1.1. Contexte de l'opération**

Le présent apport de titres envisagé par Monsieur Aurélien Vieux-Melchior, lors de la constitution de la société 2 AB PARTICIPATION, vise à constituer une holding devant regrouper, à terme, l'ensemble des titres de la société VMC BOIS.

### **1.2. Présentation des sociétés et/ou des parties et intérêts en présence (liens entre les sociétés)**

#### **1.2.1. Personnes physiques apporteuses**

La société 2 AB PARTICIPATION va être constituée par l'apport des titres de la société VMC BOIS, actuellement détenus à 49 % par :

– Monsieur Aurélien Vieux-Melchior, demeurant 395 chemin du Combeau- 38490 SAINT ONDRAS.

#### **1.2.2. Société bénéficiaire – 2 AB PARTICIPATION**

Conformément au projet de statuts, il est prévu que la société 2 AB PARTICIPATION soit une société par actions simplifiée, actuellement en cours de formation, ayant son siège social au 300, route des Anciennes Carrières - 38490 SAINT ONDRAS.

#### **1.2.3. Société apporteuse – VMC BOIS**

VMC BOIS est une société par actions simplifiée au capital social de 20 000 €, dont le siège social est situé au 300, route des Anciennes Carrières -38490 SAINT ONDRAS.

Son capital, composé de 2 000 parts sociales, est détenu par Monsieur Aurélien Vieux-Melchior à hauteur de 49%.

La société est enregistrée au registre des commerces et des sociétés de VIENNE sous le numéro 501 176 960.

La société VMC BOIS antérieurement dénommé VIEUX-MELCHIOR a été créée le 9 Octobre 2007.

Elle intervient principalement dans deux domaines :

- Le broyage forestier,
- La production de plaquettes.

### **1.3. Description de l'opération**

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet des statuts. Elles peuvent se résumer comme suit.

#### **1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport**

L'apport sera réalisé avec effet à la date de création de la société 2 AB PARTICIPATION.

Il est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 223-9 du code de commerce.

En application des dispositions de l'article 150-0 B du code général des impôts, l'apporteur entend bénéficier du sursis d'imposition de la plus-value dégagée à la suite de l'échange de ses titres respectifs de la société VMC BOIS contre les titres émis au titre de la création de la société 2 AB PARTICIPATION.

BMN AM JC

En matière de droits d'enregistrement, l'apport donnera lieu au paiement d'un droit fixe, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.

### *1.3.2. Conditions suspensives*

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée à la constitution définitive de la société 2 AB PARTICIPATION.

### *1.3.3. Rémunération de l'apport*

En rémunération des apports, il sera attribué à Monsieur Aurélien Vieux-Melchior 490 000 parts sociales de la société 2 AB PARTICIPATION de 1 € de valeur nominale chacune.

### *1.3.4. Avantages particuliers stipulés*

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

## **1.4. Présentation de l'apport**

### *1.4.1. Méthode d'évaluation retenue*

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritère.

### *1.4.2. Description de l'apport*

Afin de constituer la société 2 AB PARTICIPATION, il est envisagé l'apport de 49 % des titres de la société VMC BOIS. Ceux-ci ont été évalués à leur valeur réelle estimée à 500 € par part sociale, soit une valeur globale de 490 000 €.

Ainsi 980 parts sociales de la société VMC BOIS seront apportées par Monsieur Aurélien Vieux-Melchior pour 490 000 €.

## **2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT**

### **2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports**

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de la société 2 AB PARTICIPATION sur la valeur des apports devant être effectués par Monsieur Aurélien Vieux-Melchior.

Nous avons notamment :

- communiqué avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en me faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- vérifié la cohérence des états financiers de la société VMC BOIS au 31 décembre 2018, date de clôture du dernier exercice social ;
- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties ;
- étendu les critères de valorisation à des analyses de valeurs intrinsèque et analogique.

BVA AVM K

## **2.2. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable**

L'apport de titres envisagé est effectué par une personne physique.

Aux termes du projet de traité d'apport, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des parts de la société VMC BOIS en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part.

### **2.3. Réalité de l'apport**

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assuré de la pleine propriété par Monsieur Aurélien Vieux-Melchior des actions VMC BOIS objet du présent apport.

### **2.4. Appréciation de la valeur de l'apport**

#### **2.4.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation**

L'apport porte sur des actions représentant 49% du capital de la société VMC BOIS.

#### **2.4.2. Détermination de la valeur de l'apport par les parties**

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur les capitaux propres, la valeur du fonds et la rentabilité des derniers exercices de la société VMC BOIS.

#### **2.4.3. Prévisions**

La société prévoit de continuer son développement.

#### **2.4.4. Valorisation de la société VMC BOIS**

Pour apprécier la valeur de l'apport, nous avons étudié la valorisation réalisée par le cabinet AVVENS qui procède selon une évaluation multicritère. Cette évaluation fait notamment ressortir la méthode dite de l'administration fiscale qui pour des cessions de bloc majoritaire s'établit à 1 012 370 euros.

##### **2.4.4.1. Méthodes d'évaluation écartées**

###### *Évaluation par comparaison avec des transactions comparables*

Nous n'avons pas relevé de transaction portant sur des sociétés de taille semblable exerçant des activités comparables à celle de VMC BOIS.

###### *Méthode des cash-flow actualisés*

Cette méthode basée une prévision financière fiable sur plusieurs exercices, et donc complexe à mettre en œuvre n'a pas été retenue dans l'analyse de la valorisation.

##### **2.4.4.2. Méthodes d'évaluation retenues**

###### *Actif net corrigé*

La société VMC BOIS est détentrice, d'un fonds commercial d'une valeur significative, et d'actifs immobilisés devant être réactualisé au regard principalement de la valeur des éléments incorporels. Si l'on retient pour la détermination du fonds de commerce la méthode d'un multiple du REX, soit un coefficient de 5, la valeur des incorporels ressort à 375 000 euros soit une augmentation de valeur de l'actif net de 335 000 euros de l'actif. Ce qui conduit à une valorisation selon la méthode de l'actif net corrigé de 1 145 000 €.

BVD

AM

R

#### **2.4.4.3. Synthèse des valorisations**

La valorisation ressortant des approches intrinsèques et analogiques conforte la valeur d'apport qui correspond à une valorisation globale de la société VMC BOIS à hauteur de 1 000 000 euros.

### **3. SYNTHÈSE – POINTS CLÉS**

#### **3.1. Diligences mises en œuvre**

La méthode retenue reposant sur les capitaux propres réévalués, les diligences réalisées ont consisté à s'assurer que les actifs au 31/12/2018 étaient bien recouvrables et qu'il n'existait pas de passif non identifiés.

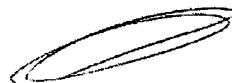
#### **3.2. Éléments essentiels ayant une incidence sur la valeur**

Le critère retenu pour l'évaluation des incorporels est un multiple du résultat d'exploitation. Le coefficient retenu soit 5, est un coefficient usuel.

### **4. CONCLUSION**

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 490 000 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à Villeurbanne  
Le 28 juin 2019



PREMIER MONDE  
COMMISSAIRES AUX APPORTS  
Membre de la compagnie régionale  
Des commissaires aux Comptes de Lyon

Philippe BONNEPART

BvN A07 R

# CONTRAT D'APPORT DE TITRES

---

► **Monsieur Aurélien Christian VIEUX-MELCHIOR**, demeurant à SAINT ONDRAS (Isère), 395 chemin du Combeau,

Né le onze Avril mil neuf cent quatre-vingt à SAINTE COLOMBE (Rhône),  
De nationalité française,  
Résident au sens de la réglementation fiscale,

Lié à Madame Meilane SU, née à SAINT MARTIN D'HERES (Isère), le quinze Juillet mil neuf cent quatre-vingt-cinq, par un Pacte Civil de Solidarité soumis au régime de la séparation de biens, ayant fait l'objet d'une déclaration conjointe auprès du Tribunal d'Instance de Bourgoin-Jallieu en date du trois Avril deux mille dix-sept ; ledit pacte n'ayant subi depuis lors aucune modification ni changement,

**Ci-après dénommé "l'Apporteur",  
Soussigné de première part,**

Et

► **Monsieur Aurélien Christian VIEUX-MELCHIOR**, demeurant à SAINT ONDRAS (Isère), 395 chemin du Combeau,

Agissant au nom, pour le compte et en qualité de Président de la Société "2AB PARTICIPATION", Société par Actions Simplifiée au capital de 646 000 €, dont le siège social sera fixé à SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières ; ladite société en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Vienne.

**Ci-après dénommée "la Société",  
Soussignée de seconde part,**

Ensemble ci-après désignés par le terme "les Parties" ou individuellement par le terme "la Partie",

Préalablement à la convention, objet des présentes, il est exposé ce qui suit :

## EXPOSÉ

Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR a décidé de faire apport à la Société de neuf cent quatre-vingt (980) actions numérotées de 1 à 980, pour lesquelles il est inscrit dans les comptes de la société "VMC Bois", Société par Actions Simplifiée au capital de 20 000 Euros, dont le siège social est sis à SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières, immatriculée sous le numéro 501 176 960 au Registre du Commerce et des Sociétés de VIENNE, à une Société par Actions Simplifiée qu'il envisage de constituer avec Monsieur Alexandre COLLOMB et Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR qui serait dénommée "2AB PARTICIPATION".

BVN

AJM

1

AC

Les caractéristiques des deux sociétés sont les suivantes :

<b>CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ DONT LES TITRES SONT APPORTÉS</b>
---

Aux termes :

- d'un acte sous seings privés en date à SAINT ONDRAS du 9 Octobre 2007, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de VIENNE le 18 Octobre 2007, Bordereau n° 2007/1 406, Case n°2, Extrait 6277, portant constitution de la société ;
- du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 Octobre 2009, portant continuation de la société malgré des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital ;
- du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19 Avril 2010, constatant la reconstitution des capitaux propres ;
- du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 4 Janvier 2018, portant transfert du siège social ;
- du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 Mars 2019 portant transformation de la Société en société par actions simplifiée, modification de la dénomination sociale et extension de l'objet social,

Et de divers autres actes ou assemblées régulièrement publiés et/ou déposés au Registre du Commerce, tout au moins ceux devant l'être, il existe une Société à Responsabilité Limitée dont les caractéristiques sont exposées ci-après.

‣ Dénomination : "**VMC Bois**"

‣ Objet :

- les travaux forestiers, l'exploitation forestière, l'achat et la vente de bois de chauffage et de plaquettes, l'élagage, le débroussaillage, la sylviculture, la plantation forestière, le défrichage, le dessouchage à la pelle mécanique et par rognage de souches, les travaux de préparation de semis agricoles, forestiers et paysagers, l'élagage mécanique des routes (accoroutage), les prestations de services, la location de matériel avec ou sans chauffeur, le transport de bois et plaquettes, la création et le curage de fossés, la pose de clôture, le forage de trous à la tarière ;
- l'abattage manuel et mécanisé, la scierie, le débardage ;
- le broyage de pierres ;
- les travaux publics ;
- le transport de marchandises ;
- la participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

‣ Siège social et établissement principal : SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières.

‣ Durée : Quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter du 10 Décembre 2007.

B/M      A/J      2      A/C

‣ **Capital** : Le capital social de la Société est fixé à VINGT MILLE (20 000) Euros divisé en DEUX MILLE (2 000) parts d'une valeur nominale de DIX (10) Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2 000, appartenant aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

- ♦ Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR, neuf cent quatre-vingt (980) parts, numérotées de 1 à 980.
- ♦ Monsieur Bernard VIEUX-MELCHIOR, huit cents (800) parts, numérotées de 981 à 1 780.
- ♦ Madame Martine VIEUX-MELCHIOR, deux cent vingt (220) parts, numérotées de 1 781 à 2 000.

Les NEUF CENT QUATRE-VINGT (980) parts sociales composant actuellement le capital sont libres de tout gage ou nantissement quelconque.

‣ **Direction** : Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR a été désigné Président de la société pour une durée illimitée. Monsieur Alexandre COLLOMB et Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR ont été désignés Directeurs Généraux pour une durée illimitée.

‣ **Comptes annuels** : L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> Janvier et se termine le trente-et-un Décembre d'une année.

Le chiffre d'affaires, le résultat et les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sociaux ont été les suivants :

Exercice social	C.A. H.T.	Résultat	Dividendes distribués
31.12.2016	1 711 318 €	43 346 €	Néant
31.12.2017	2 281 483 €	144 180 €	Néant
31.12.2018	2 692 341 €	108 687 €	Néant

Les comptes des exercices clos les 31 Décembre 2016 et 2017 ont été régulièrement déposés au Greffe du Tribunal de Commerce dans le délai imparti.

‣ **Régime fiscal** : Impôt sur les sociétés.

‣ **Immatriculation** : Ladite société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VIENNE sous le numéro 501 176 960.

#### CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE DE L'APPORT

‣ **Dénomination** : "2AB PARTICIPATION"

‣ **Objet** :

- La prise de participation financière dans tous groupements, sociétés ou entreprises français ou étrangers, créés ou à créer, et ce, par tous moyens, notamment par voie d'apport, souscription ou achat d'actions ou parts sociales, de fusion ou de groupement ; la participation active à la conduite de la politique du groupe ou et au contrôle de ses filiales, la gestion de ses participations financières et de tous intérêts dans toutes sociétés ; la direction, la gestion, le contrôle et la coordination de ses filiales et

participations ; toutes prestations de services dans les domaines financiers, administratif, comptable, commercial, informatique et dans la gestion, l'organisation et la direction d'entreprises ; l'acceptation ou l'exercice de tous mandats d'administration, gestion, contrôle conseil ; l'étude, la recherche, la mise au point de tous moyens de gestion et l'assistance aux entreprises liées à la société ; l'acquisition d'immeubles ou droits immobiliers en vue de leur exploitation ;

- La centralisation et la gestion de la trésorerie de ses filiales ;
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement ;
- Et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

‣ Siège social et établissement principal : SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières.

‣ Durée : 99 années, à compter de son immatriculation au R.C.S.

‣ Capital : 646 000 €, divisé en 646 000 actions de UN (1) Euro chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

‣ à Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR,  
Quatre Cent Quatre-Vingt-Dix Mille actions de 1 € chacune,  
Numérotées de 1 à 490 000, ci..... 490 000

‣ à Monsieur Alexandre COLLOMB,  
Cent Cinquante Mille actions de 1 € chacune,  
Numérotées de 491 000 à 640 000, ci.....150 000

‣ à Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR,  
Six Mille actions de 1 € chacune,  
Numérotées de 640 001 à 646 000, ci.....6 000

Total : Six Cent Quarante Six Mille Actions, ci..... 646 000

‣ Dirigeants : Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR a été nommé Président pour une durée indéterminée. Monsieur Alexandre COLLOMB et Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR ont été nommés Directeurs Généraux pour une durée indéterminée.

‣ Exercice social : l'exercice de la société commence le 1<sup>er</sup> Janvier et se termine le 31 Décembre d'une année.

‣ Régime fiscal : la société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

‣ Immatriculation : R.C.S. de VIENNE.

B/vn AVT7

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

## **CONTRAT D'APPORT DE TITRES**

### **Article 1 - Nature de l'apport**

Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la présente société, neuf cent quatre-vingt (980) actions numérotées de 1 à 980, pour lesquelles il est inscrit dans les comptes de la société "VMC Bois", Société par Actions Simplifiée au capital de 20 000 Euros, dont le siège social est sis à SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières, immatriculée sous le numéro 501 176 960 au Registre du Commerce et des Sociétés de VIENNE.

Lesdites actions d'une valeur nominale de dix (10) Euros, évaluées chacune à 500 euros, soit un apport global de QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-MILLE (490 000) Euros.

L'évaluation a été approuvée par la société "PREMIER MONDE", désignée en qualité de commissaire aux apports par les futurs associés en date du 25 juin 2019, dont le rapport est annexé aux présentes.

### **Article 2 - Origine de propriété**

Les neuf cent quatre-vingt (980) actions de la société "VMC Bois" présentement apportées, numérotées de 1 à 980, appartiennent à Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR pour les avoir souscrites et libérées intégralement lors de la constitution de la société le 9 Octobre 2007.

### **Article 3 - Exigibilité anticipée des prêts**

Les Parties reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes de la nécessité d'informer tous organismes bancaires auprès desquels la société dont les titres sont apportés, la société "VMC Bois", aurait souscrit des prêts ou concours bancaires afin de recueillir leur agrément préalable et d'éviter le prononcé de l'exigibilité anticipée du ou des prêts et déclarent en faire leur affaire personnelle.

### **Article 4 - Charges et conditions de l'Apport**

L'apport de droits sociaux susvisé est net de tout passif.

La société bénéficiaire de l'apport déclare renoncer expressément à toute garantie d'actif et de passif à l'encontre de l'apporteur de sorte que si un passif non écrituré dans les comptes au 31 Décembre 2018 de la société "VMC Bois" venait à se révéler ou si un actif venait à se révéler obsolète, irrécouvrable ou surévalué, la société bénéficiaire ne pourra prétendre à aucun recours contre l'apporteur.

### **Article 5 - Propriété - Jouissance**

La société "2AB PARTICIPATION", bénéficiaire de l'apport, sera propriétaire des actions qui lui sont apportées à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au Registre du Commerce et Sociétés.

Elle en aura la jouissance à compter de ce jour.

L'apport est réalisé dividende attaché.

BUN

AD

A

### **Article 6 - Rémunération de l'apport en nature**

L'apport est consenti et accepté moyennant l'attribution à l'apporteur de 490 000 actions d'une valeur nominale de UN (1) Euro.

### **Article 7 - Déclarations**

Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR déclare :

- Que son état civil est celui indiqué en tête des présentes,
- Qu'il n'est pas en état de cessation de paiement, règlement judiciaire, liquidation judiciaire et ne fait l'objet d'aucune poursuite ou mesure susceptible de restreindre la libre disponibilité des actions apportées,
- Que les actions apportées ne sont grevées d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Elles ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.
- Que, le cas échéant, les banques créancières de la société "VMC Bois", au titre des éventuels prêts en cours, ont renoncé à l'exigibilité anticipée desdits prêts.

### **Article 8 - Condition suspensive**

La présente convention ne deviendra définitive qu'à l'instant de la constitution définitive de la société.

A défaut de constitution définitive de la société d'ici le 31 août 2019 au plus tard, la présente convention sera considérée comme nulle et non avenue, sans indemnité de part ni d'autre.

### **Article 9 - Frais**

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront supportés par la Société.

### **Article 10 - Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties font élection de domicile en leur domicile ou siège social respectif.

### **Article 11 - Fiscalité des plus-values**

La société "2AB PARTICIPATION" étant soumise à l'impôt sur les sociétés, Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR déclare applicables les dispositions prévues à l'article 150-O B du Code Général des Impôts instaurant de plein droit un régime de **report d'imposition** en cas de plus-value réalisée à l'occasion d'un apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés ; l'apporteur s'obligeant à déclarer la plus-value en report dans sa déclaration de revenus n° 2042 C, rubrique 3 "Plus-values et gains divers", conformément aux dispositions de l'article 150-O B ter du C.G.I.

BUN

AJR

AC

En conséquence, la plus-value d'apport réalisée est calculée et déclarée lors de sa réalisation mais son imposition est reportée. Le report d'imposition prend fin :

- lors de la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres reçus en rémunération de l'apport, ou des parts ou droits dans les sociétés ou groupements interposés ;
- lors de la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres apportés à la société bénéficiaire dans un délai de trois ans à compter de l'apport, sauf si cette société s'engage à réinvestir dans un délai de deux ans à compter de la cession au moins 50% du produit de la cession dans une activité économique ;
- lorsque le contribuable transfère son domicile fiscal hors de France dans les conditions prévues à l'article 167 bis du Code Général des Impôts antérieurement aux événements prévus ci-avant.

Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR déclare qu'il dépend pour la déclaration de ses revenus du Service des Impôts de LA TOUR DU PIN.

Fait à CHAMBERY

Le 3 juillet 2019

En deux (2) exemplaires originaux.

**L'Apporteur**

M. Aurélien VIEUX-MELCHIOR



**La Société**

Pour "2AB PARTICIPATION",

M. Aurélien VIEUX-MELCHIOR



Annexe : Rapport du commissaire aux apports

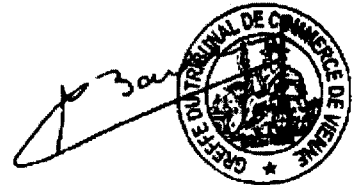
**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **VIENNE**



690437

**Dénomination :** 2AB PARTICIIPATION  
**Adresse :** ZA du Buclas 300 route Des Anciennes Carrières 38490  
Saint-ondras -FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2019B00964  
**n° d'identification :** 852 304 500  
  
**n° de dépôt :** A2019/003997  
**Date du dépôt :** 10/07/2019

**Pièce :** Statuts constitutifs



690437

R 3976 10/07/19

**STATUTS  
DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE  
"2AB PARTICIPATION"**

**Les soussignés :**

► **Monsieur Aurélien Christian VIEUX-MELCHIOR**, demeurant à SAINT ONDRAS (Isère), 395 chemin du Combeau,

Né le onze Avril mil neuf cent quatre-vingt à SAINTE COLOMBE (Rhône),  
De nationalité française,  
Résident au sens de la réglementation fiscale,

Lié à Madame Meilane SU, née à SAINT MARTIN D'HERES (Isère), le quinze Juillet mil neuf cent quatre-vingt-cinq, par un Pacte Civil de Solidarité soumis au régime de la séparation de biens, ayant fait l'objet d'une déclaration conjointe auprès du Tribunal d'Instance de Bourgoin-Jallieu en date du trois Avril deux mille dix-sept ; ledit pacte n'ayant subi depuis lors aucune modification ni changement,

► **Monsieur Alexandre COLLOMB**, demeurant à BIZONNES (Isère), 9 chemin du Bessey,

Né le vingt-sept Mai mil neuf cent quatre-vingt-sept à BOURGOIN JALLIEU (Isère),  
De nationalité française,  
Résident au sens de la réglementation fiscale,

Les époux COLLOMB-ANSELME, mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la Mairie de BIZONNES (Isère), le vingt-neuf Août deux mille quinze ; lequel régime n'ayant subi depuis lors aucune modification, ni changement.

► **Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR**, demeurant à SAINT ONDRAS (Isère), 536 chemin du Combeau,

Né le vingt-six Mai mil neuf cent quatre-vingt-trois à BOURGOIN JALLIEU (Isère),  
De nationalité française,  
Résident au sens de la réglementation fiscale,

Lié à Madame Nelly PASSERA, née à VOIRON (Isère), le neuf Avril mil neuf cent quatre-vingt-trois, par un Pacte Civil de Solidarité soumis au régime de la séparation de biens, ayant fait l'objet d'une déclaration conjointe auprès de Maître Anne CHABERT-CHIRPAZ, Notaire à LES ABRETS (Isère), 34 rue Gambetta en date du trois Juin deux mille seize ; ledit pacte n'ayant subi depuis lors aucune modification ni changement,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux.

BVN

AC

AVM

## STATUTS

### **Article 1 - Forme**

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

### **Article 2 - Objet**

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prise de participation financière dans tous groupements, sociétés ou entreprises français ou étrangers, créés ou à créer, et ce, par tous moyens, notamment par voie d'apport, souscription ou achat d'actions ou parts sociales, de fusion ou de groupement ; la participation active à la conduite de la politique du groupe ou et au contrôle de ses filiales, la gestion de ses participations financières et de tous intérêts dans toutes sociétés ; la direction, la gestion, le contrôle et la coordination de ses filiales et participations ; toutes prestations de services dans les domaines financiers, administratif, comptable, commercial, informatique et dans la gestion, l'organisation et la direction d'entreprises ; l'acceptation ou l'exercice de tous mandats d'administration, gestion, contrôle conseil ; l'étude, la recherche, la mise au point de tous moyens de gestion et l'assistance aux entreprises liées à la société ; l'acquisition d'immeubles ou droits immobiliers en vue de leur exploitation ;
- La centralisation et la gestion de la trésorerie de ses filiales ;
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement ;
- Et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts industriels, commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires.

Conformément aux dispositions de l'article L. 227-2 du Code de Commerce, la société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé

de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier.

### **Article 3 - Dénomination**

La dénomination sociale est : "**2AB PARTICIPATION**".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

### **Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé à SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières.

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés.

### **Article 5 - Durée**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

### **Article 6 - Apports**

#### **6.1 Apports en nature**

Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la présente société, neuf cent quatre-vingt (980) actions numérotées de 1 à 980, pour lesquelles il est inscrit dans les comptes de la société "VMC Bois", Société par Actions Simplifiée au capital de 20 000 Euros, dont le siège social est sis à SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières, immatriculée sous le numéro 501 176 960 au Registre du Commerce et des Sociétés de VIENNE.

Lesdites actions d'une valeur nominale de dix (10) Euros, évaluées chacune à 500 euros, soit un apport global de QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-MILLE (490 000) Euros.

#### **Origine de propriété**

Les neuf cent quatre-vingt (980) actions de la société "VMC Bois" présentement apportées, numérotées de 1 à 980, appartiennent à Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR :

► Pour les avoir souscrites et libérées intégralement lors de la constitution de la société le 9 Octobre 2007.

### **Condition de l'apport**

L'apport de droits sociaux susvisé est net de tout passif.

La société bénéficiaire de l'apport déclare renoncer expressément à toute garantie d'actif et de passif à l'encontre de l'apporteur de sorte que si un passif non écrituré dans les comptes au 31 Décembre 2018 de la société "VMC Bois" venait à se révéler ou si un actif venait à se révéler obsolète, irrécouvrable ou surévalué, la société bénéficiaire ne pourra prétendre à aucun recours contre l'apporteur.

### **Propriété jouissance**

La société "zAB PARTICIPATION", bénéficiaire de l'apport, sera propriétaire des actions qui lui sont apportées à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au Registre du Commerce et Sociétés.

Elle en aura la jouissance à compter de ce jour.

### **Déclarations**

Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR déclare :

- Que son état civil est celui indiqué en tête des présentes,
- Qu'il n'est pas en état de cessation de paiement, règlement judiciaire, liquidation judiciaire et ne fait l'objet d'aucune poursuite ou mesure susceptible de restreindre la libre disponibilité des actions apportées,
- Que les actions apportées ne sont grevées d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Elles ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.
- Que, le cas échéant, les banques créancières de la société "VMC Bois", au titre des éventuels prêts en cours, ont renoncé à l'exigibilité anticipée desdits prêts.

### **Evaluation de l'apport**

L'apport en nature de Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR a été évalué à la somme de **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE (490 000) Euros net de tout passif.**

Cette estimation a été approuvée au vu d'un rapport établi en date du 28 juin 2019, sous sa responsabilité, par la société "PREMIER MONDE", commissaire aux apports désigné par les futurs associés en date du 25 juin 2019. Le rapport a été déposé à l'adresse du siège social trois (3) jours au moins avant la signature des statuts et un exemplaire demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

### **Rémunération de l'apport**

L'apport est consenti et accepté moyennant l'attribution à l'apporteur de 490 000 actions d'une valeur nominale d'UN (1) Euro.

BUN

A 057 A

## Agrément

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 juin 2019, les associés de la société "VMC Bois" ont agréé expressément la société "2AB PARTICIPATION" en qualité de nouvelle associée.

## Déclaration fiscale

La société "2AB PARTICIPATION" étant soumise à l'impôt sur les sociétés, Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR déclare applicables les dispositions prévues à l'article 150-O B du Code Général des Impôts instaurant de plein droit un régime de **report d'imposition** en cas de plus-value réalisée à l'occasion d'un apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés ; l'apporteur s'obligeant à déclarer la plus-value en report dans sa déclaration de revenus n° 2042 C, rubrique 3 "Plus-values et gains divers", conformément aux dispositions de l'article 150-O B ter du C.G.I.

### **6.2 Apports en numéraire**

Monsieur Alexandre COLLOMB et Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR apportent à la société une somme en numéraire de CENT CINQUANTE SIX MILLE (156 000) Euros, correspondant à CENT CINQUANTE SIX MILLE (156 000) actions de numéraire, d'une valeur nominale de UN (1) Euro chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 26 Juin 2019 par la banque Crédit Agricole Centre-Est, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit CENT CINQUANTE SIX MILLE (156 000) Euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

## REMPLOI

Il est précisé, concernant l'apport en numéraire de Monsieur Alexandre COLLOMB, époux commun en biens de Madame Anne-Laure ANSELME à défaut de contrat de mariage préalable à son union sus-relatée, que la somme de CENT CINQUANTE MILLE (150 000) Euros par lui versée, a été prélevée sur des fonds lui appartenant en propre de la manière ci-après indiquée ; ledit paiement tenant lieu de remploi de cette somme à due concurrence de son montant.

### **Déclaration de remploi**

Monsieur Alexandre COLLOMB déclare :

- ▶ que la somme de CENT CINQUANTE MILLE (150 000) Euros lui provient du prix de cession du fonds artisanal et de commerce lui appartenant en propre aux termes d'un acte sous seings privés en date à CHAMBERY (Savoie) du 24 mai 2019, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de VIENNE (Isère) le 28 mai 2019, Dossier 2019 00022879, référence 3804P05 2019 A 01085,
- ▶ qu'il n'a pas, antérieurement à ce jour, remployé le montant de ce prix de cession ;
- ▶ et qu'il effectue le présent paiement pour lui tenir de remploi de ces deniers afin que les actions qui lui seront ci-après attribuées en représentation de cet apport, lui demeurent propres par l'effet de la subrogation réelle, en application des articles 1406 alinéa 2 et 1434 du Code Civil.

### 6.3 Total des apports

Les apports en nature s'élèvent à .....	490 000 Euros
Les apports en numéraire s'élèvent à .....	156 000 Euros
Le montant total des apports s'élève à .....	646 000 Euros

#### **Article 7 - Capital social**

Le capital social est fixé à SIX CENT QUARANTE-SIX MILLE (646 000) Euros, divisé en SIX CENT QUARANTE-SIX MILLE (646 000) actions de UN (1) Euro chacune, entièrement libérées et de même catégorie, numérotées de 1 à 646 000, appartenant aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

▶ Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR,

→ A concurrence de quatre cent quatre-vingt-dix mille actions, numérotées de 1 à 490 000, ci ..... 490 000 en rémunération de son apport en nature.

▶ Monsieur Alexandre COLLOMB,

→ A concurrence de cent cinquante mille actions, numérotées de 490 001 à 640 000, ci ..... 150 000 en rémunération de son apport en numéraire.

▶ Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR,

→ A concurrence de six mille actions, numérotées de 640 001 à 646 000, ci ..... 6 000 en rémunération de son apport en numéraire.

Total des actions : SIX CENT QUARANTE SIX MILLE ci ..... 646 000

#### **Article 8 - Modification du capital social**

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres émis. Ils peuvent cependant renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour réaliser la réduction de capital.

### **Article 9 - Libération des actions**

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

### **Article 10 - Forme des actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

### **Article 11 - Transmission des actions**

1. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

0,10

AUT

AT

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

2. Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

La cession de droits d'attribution d'actions gratuites, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes, et la cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire est libre.

3. Transmission des actions en cas de pluralité d'associés :

#### **Préemption**

La cession d'actions de la Société à un tiers est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de trente (30) jours de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui disposeront d'un délai de trente (30) jours pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de trente (30) jours, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément suivante.

### **Agrément des cessions**

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trente (30) jours qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du 1 de l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trente (30) jours, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce

statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

### ***Droit de sortie conjointe***

Dans l'hypothèse où un associé envisagerait de céder à un tiers l'ensemble de ses actions, il s'engage à faire racheter par l'acquéreur de ses actions toutes les actions de ses coassociés que ceux-ci présenteront à la vente, aux mêmes conditions, ce dont l'associé cédant se portera solidairement garant.

A cet effet, l'associé cédant notifiera son projet de cession à chacun de ses coassociés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trente (30) jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, en indiquant l'identité et les coordonnées de l'acquéreur, le nombre de titres concernés, le prix envisagé et les modalités de paiement de ce prix.

Ses coassociés disposeront alors d'un délai de trente (30) jours, à compter de la réception de cette notification, pour faire savoir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'associé cédant, s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.

Passé ce délai, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe, les coassociés s'engagent à céder la totalité de leurs titres à l'acquéreur au prix et aux conditions de paiement proposés dans la transaction principale et l'associé cédant s'engage à ne réaliser l'opération projetée qu'après que ses coassociés auront été mis en mesure d'accepter et d'exercer leurs droits.

### ***Location des actions***

La location des actions est interdite.

### **Article 12 - Modifications dans le contrôle d'un associé**

Tous les associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital

de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de quinze (15) jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le Président peut consulter la collectivité des associés sur l'exclusion éventuelle de la société dont le contrôle a été modifié, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article suivant.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non-régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

### **Article 13 - Exclusion**

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis ;
- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers (2/3) ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze (15) jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses

arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trente (30) jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

#### **Article 14 - Droits et obligations attachés aux actions**

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier. Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

#### **Article 15 - Président de la société**

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

#### **Désignation**

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

B J N

A J N

A

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

### **Durée des fonctions**

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée trois (3) mois avant la date d'effet de ladite décision.

### **Révocation**

L'associé unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La décision de révocation n'a pas à être motivée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins soixante pour cent (60 %) du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des deux tiers (2/3). Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- ▶ interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- ▶ mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- ▶ exclusion du Président associé.

### **Rémunération**

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

## **Pouvoirs du Président**

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que la limitation de pouvoirs ci-après puisse être opposée aux tiers, ni invoqués par eux, il est expressément convenu que pour tout achat, vente ou échange d'immeubles, fonds de commerce ou participations dans toutes sociétés, toute constitution d'hypothèques sur les immeubles sociaux, tous baux concernant les mêmes immeubles, toute constitution de nantissement sur le ou les fonds de commerce appartenant à la société, toute mise en gérance de ces fonds, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, tous avals et cautions, tous emprunts ou découverts, toute acquisition dont le montant unitaire est supérieur à 50 000 Euros hors taxes, et ce quel que soit le type de contrat, ne pourront être réalisés qu'avec l'accord préalable et exprès de l'ensemble des associés, et s'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social, par une décision collective extraordinaire.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

## **Article 16 - Directeur Général**

### **Désignation**

L'associé unique ou la collectivité des associés peut nommer un Directeur Général, personne physique ou morale, pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

### **Durée des fonctions**

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

BUN

BUN AC

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au Président, par lettre recommandée adressée trois (3) mois avant la date d'effet de ladite décision.

### **Révocation**

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, sur la proposition du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- ▶ interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- ▶ mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- ▶ exclusion du Directeur Général associé.

### **Rémunération**

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

### **Pouvoirs du Directeur Général**

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Directeur général ne peut pas sans l'accord préalable du Président effectuer les opérations suivantes :

- Décider des investissements dont le montant unitaire est supérieur à 10 000 € HT,
- Souscrire un emprunt, un crédit-bail ou un financement autres que les comptes courants d'associés,
- Céder des éléments d'actif dont le montant unitaire est supérieur à 10 000 € HT,
- Procéder à la création de filiales, prise de participations, apport partiel d'actif,
- Conclure tout contrat de crédit-bail mobilier ou immobilier, tout emprunt sous quelque forme, ainsi que toute autorisation de découvert,
- Donner caution, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements au nom et pour le compte de la société,
- Procéder à l'embauche ou au licenciement de tout salarié, hors contrats à durée déterminée ou remplacements inférieurs à une durée de deux (2) mois.
- Acquérir, vendre ou louer y compris en crédit-bail, comme preneur ou bailleur, tout immeuble, fonds de commerce, sous quelque forme que ce soit.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

### **Article 17 - Conventions réglementées**

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président associé unique ou l'un de ses dirigeants doivent être mentionnées sur le registre des décisions.

Les conventions autres que les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personnes interposées entre le Président non associé unique et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique.

Si la Société comporte plusieurs associés, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10%) ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

### **Article 18 - Commissaires aux comptes**

La nomination par l'associé unique ou la collectivité des associés d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

Le Commissaire aux Comptes exerce sa mission dans les conditions fixées par la loi.

### **Article 19 - Représentation sociale**

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

B/A

AVN  
K

## **Article 20 - Décisions collectives**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- augmentation des engagements des associés,
- agrément des cessions d'actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- nomination, révocation et rémunération du Président et du Directeur général,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- le cas échéant, autorisations des décisions du Président et du Directeur général visées aux articles 15 et 16 des statuts.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

### ***Modalités des décisions collectives***

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, et à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

### ***Assemblées Générales***

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent (5%) au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze (15) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins dix pour cent (10%) du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite.

Ces demandes doivent être reçues au siège social quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les quinze (15) jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, est établie et certifiée par le président de séance après avoir été émargée par les associés présents et les mandataires. Y sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

### **Règles de majorité**

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

### **Quorum**

Un quorum de dix pour cent (10%) des actions ayant le droit de vote est requis pour la validité des décisions collectives.

BRN

AVN

AC

## **Majorité**

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi ou par les présents statuts, seront prises à la majorité des deux tiers (2/3). Les autres décisions seront prises à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

Doivent être prises à l'unanimité des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- celles prévues par les dispositions légales,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

## **Procès-verbaux des décisions collectives**

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

## **Droit d'information des associés**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés quinze (15) jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

## **Article 21 - Exercice social**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> Janvier et finit le 31 Décembre d'une année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **31 Décembre 2019**.

## **Article 22 - Inventaire - Comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit également un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Il établit, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence, il est dispensé d'établir un rapport de gestion si la Société ne dépasse pas à la clôture de l'exercice social deux des seuils fixés par les articles L. 232-1, IV et R. 232-1-1 du Code de commerce.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Le Président dépose les documents énumérés par l'article L. 232-23 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

Toutefois, lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la Société, il est dispensé de déposer au greffe le rapport de gestion qui doit toutefois être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

## **Article 23 - Affectation et répartition du résultat**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième (1/10) du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième (1/10).

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique ou la collectivité des associés décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à tous fonds de réserves générales ou spéciales.

Le surplus est attribué à l'associé unique ou réparti entre tous les associés au prorata de leurs droits dans le capital social.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

#### **Article 24 - Paiement des dividendes - Acomptes**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### **Article 25 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent

l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié (1/2) du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **Article 26 - Transformation de la société**

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

#### **Article 27 - Dissolution - Liquidation**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

#### **Article 28 - Contestations**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

BVA

AVN

AC

### **Article 29 - Nomination des Dirigeants**

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

- **Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR**, demeurant à SAINT ONDRAS (Isère), 395 chemin du Combeau, lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour les exercer.

Les premiers Directeurs généraux de la Société nommés aux termes des présents statuts sans limitation de durée sont :

- **Monsieur Alexandre COLLOMB**, demeurant à BIZONNES (Isère), 9 chemin du Bessey, lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour les exercer ;

- **Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR**, demeurant à SAINT ONDRAS (Isère), 536 chemin du Combeau, lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour les exercer.

### **Article 30 – Reprise des engagements accomplis pour le compte de la société en formation**

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

### **Article 31 - Mandat de prendre des engagements pour le compte de la société**

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR, Monsieur Alexandre COLLOMB et à Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR, agissant ensemble ou séparément, à l'effet de passer les actes et de prendre pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- ▶ Acquérir les mille vingt (1 020) actions de la société "VMC Bois" , Société par Actions Simplifiée au capital de 20 000 €, dont le siège social est à SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières, détenues par Madame Martine VIEUX-MELCHIOR et Monsieur Bernard VIEUX-MELCHIOR, convenir des charges et conditions de l'acquisition, y soumettre la société, arrêter le prix définitif des actions, obliger la société au paiement du prix, le verser comptant ou obliger la société à le payer avec tous intérêts, frais et accessoires aux époques et de la manière qui seront convenues, en retirer quittance, exiger toutes justifications, se faire remettre tous titres et pièces ; aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, élire domicile et généralement faire le nécessaire.
- ▶ Souscrire, pour financer l'acquisition ci-avant exposée, auprès de toute banque, tout prêt qu'il y aura lieu, en fixer le montant, la durée, le taux d'intérêt et les modalités de remboursement, accorder toutes garanties ; à cet effet, passer et signer, pour le compte de la société, tout acte de prêt, élire domicile, substituer s'il y a lieu et généralement faire le nécessaire.

Bm

AJN

M

Ces engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

**Article 32 - Formalités de publicité - Pouvoirs**

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.


Fait à Chambéry, le 3 juillet 2019

En deux exemplaires originaux, soit un pour le Greffe du Tribunal de Commerce, et un pour rester au siège social.

**M. Aurélien VIEUX-MELCHIOR**

"Lu et approuvé"


"Bon pour acceptation des fonctions de Président"

*Lu et approuvé  
Bon pour acceptation des fonctions de Président  
*

**M. Alexandre COLLOMB**

"Lu et approuvé"

"Bon pour acceptation des fonctions de Directeur général"

*Lu et approuvé  
  
Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général*

**M. Baptiste VIEUX-MELCHIOR**

"Lu et approuvé"

"Bon pour acceptation des fonctions de Directeur général"

*Lu et approuvé  
Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général  
*

Annexe : Rapport du commissaire aux apports

BVN

AJR

AC

## 2AB PARTICIPATION

SAS au capital de 646 000 Euros

Siège social : SAINT ONDRAS (Isère)  
ZA du Buclas  
300 route des Anciennes Carrières

★★★

### ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION ET ENGAGEMENT QUI EN RÉSULTE POUR LA SOCIÉTÉ

- Ouverture, pour le compte de la société en formation, d'un compte auprès de la banque Crédit Agricole Centre-Est, Agence de LA TOUR DU PIN (Isère), en vue notamment du versement des fonds constitutifs du capital social.
- Obligations normales d'un titulaire de compte auprès d'une banque de dépôts plus particulièrement auprès de la Crédit Agricole Centre-Est, Agence de LA TOUR DU PIN (Isère) : paiement des frais d'ouverture et des frais de fonctionnement du compte.
- Signature entre d'une part, Madame Martine VIEUX-MELCHIOR et Monsieur BERNARD VIEUX-MELCHIOR, et d'autre part, Monsieur Aurélien VIEUX-MELCHIOR, Monsieur Alexandre COLLOMB et Monsieur Baptiste VIEUX-MELCHIOR, en date à CHAMBERY (Savoie) du 7 Mars 2019, d'un compromis de cession sous conditions suspensives des 1 020 parts sociales de la société "VMC Bois", Société par Actions Simplifiée au capital de 20 000 Euros, ayant son siège social à SAINT ONDRAS (Isère), ZA du Buclas, 300 route des Anciennes Carrières.

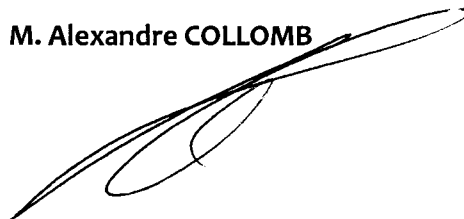
Dressé et certifié par les soussignés pour être annexé à un acte sous seings privés en date du 3 juillet 2019 à CHAMBERY (Savoie) portant statuts de la Société par Actions Simplifiée "2AB PARTICIPATION".

A Chambéry  
Le 3 Juillet 2019

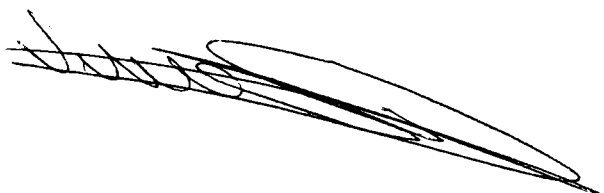
**M. Aurélien VIEUX-MELCHIOR**



**M. Alexandre COLLOMB**



**M. Baptiste VIEUX-MELCHIOR**



## 2AB PARTICIPATION

SAS au capital de 646 000 Euros

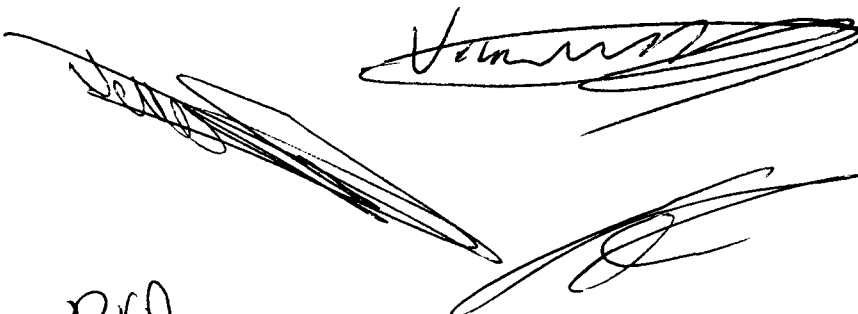
Siège social : SAINT ONDRAS (Isère)  
ZA du Buclas  
300 route des Anciennes Carrières

### COORDONNEES DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

Nom, Prénom et domicile du souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Montant des souscriptions	Montant des versements effectués
<b>M. Aurélien VIEUX-MELCHIOR</b> 395 chemin du Combeau 38 490 SAINT ONDRAS	490 000	490 000 €	/
<b>M. Alexandre COLLOMB</b> 9 chemin du Bessey 38 690 BIZONNES	150 000	150 000 €	150 000 €
<b>M. Baptiste VIEUX-MELCHIOR</b> 536 chemin du Combeau 38 490 SAINT ONDRAS	6 000	6 000 €	6 000 €

A Chambéry  
Le 3 Juillet 2019

Pour copie certifiée conforme,  
Le Président.



Handwritten signatures and initials, including a large signature at the top right and initials 'BMA' at the bottom left.